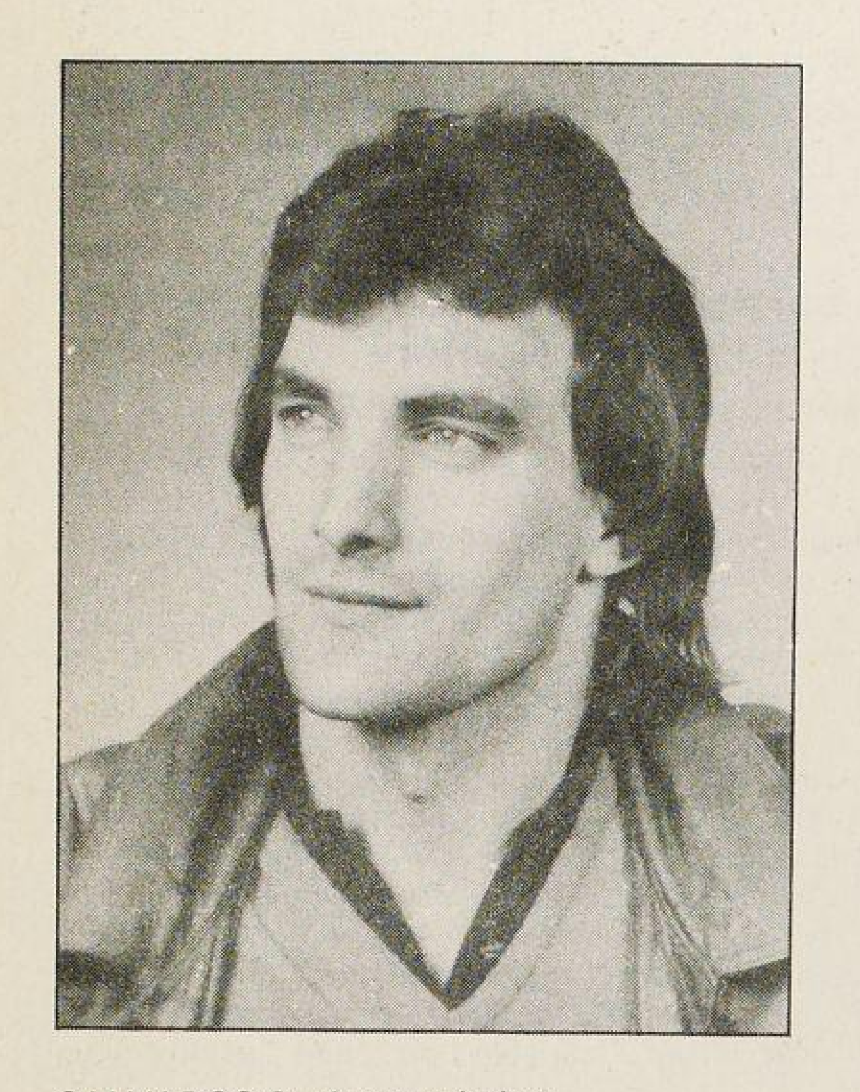


union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne

CALVADOS 3e circonscription

COUPEY Gérard

Ouvrier à la Saviem

Suppléant : FARABI Richard
Agent hospitalier

Travailleuses,
Travailleurs,

Aujourd'hui, le ministre d'Ornano se promène dans notre circonscription. Il se montre satisfait de son bilan à la tête des affaires du pays et il nous dit : *«Laissez-moi continuer»*. Quelle honte !

— Le laisser poursuivre, lui et ses amis capitalistes, les attaques incessantes depuis 5 ans contre l'emploi et les salaires des travailleurs ? A la Saviem, on chôme une semaine par mois et les premiers licenciements sont prononcés. A la SMN, 550 licenciements de travailleurs âgés annoncent d'autres réductions d'effectifs. Et combien de dizaines d'entreprises ont fermé, comme des entreprises du bâtiment qui ont fait grossir les files de chômeurs, jeunes et vieux ?

— Le laisser, lui et ses amis capitalistes, continuer de traiter les ouvriers qui luttent comme des délinquants, des criminels, qui sont pourchassés devant les tribunaux des patrons comme à Blaupunkt de Caen ?

— Le laisser poursuivre cette politique qui consiste à chasser de leurs exploitations les petits paysans et les travailleurs de la campagne ? Le revenu de nos petits paysans de pays d'Auge est parmi ceux qui ont le plus baissé en France en 5 ans.

— Le laisser détruire notre cadre de vie, notre littoral ? Réduire les pêcheurs de la côte à la misère parce que la baie de Seine est un véritable dépôtoir de déchets industriels ?

Nous en avons assez de l'anarchie capitaliste qui ne connaît que la loi de ses profits.

Pour nous, travailleurs, ces 5 dernières années sont d'abord 5 années de luttes. Car c'en est assez de devoir subir le coût de cette crise.

La crise frappe tout le pays

— Un million six cent mille chômeurs aujourd'hui, et chaque jour des usines continuent de fermer.

— Nos salaires sont bloqués et les prix montent sans cesse.
— Des centaines de milliers de paysans sont chassés de leur terre.

— Notre droit à la santé et à la sécurité dans le travail se dégrade chaque jour.

— Les libertés politiques sont bafouées : travailleurs en lutte expulsés de leurs usines, militants syndicaux traduits devant les tribunaux, travailleurs immigrés assassinés ou expulsés.

Voilà le bilan de la droite, des Giscard-Barre-Chirac. Ce qu'ils veulent c'est que ça continue, Chirac cherche même à rassembler contre les luttes de demain ce qu'il y a de plus réactionnaire et de conservateur dans ce pays.

Et avec l'Union de la gauche, est-ce que ça peut changer ?

Mais d'abord, est-ce que l'Union de la gauche existe toujours ? Non ! Pendant des années, le PCF et le PS nous ont toujours dit que la solution à nos problèmes passait par le Programme Commun et l'Union de la gauche. Mais depuis plusieurs mois :

— Mitterrand et Rocard ont souhaité publiquement le succès du plan Barre, et ils sont prêts demain à gouverner avec Giscard pour faire payer la crise aux travailleurs.

— Marchais se querelle avec Mitterrand, il l'accuse de virer à droite. Bien sûr ! Mais que veut-il ? Le socialisme ? Non il l'a dit lui-même. S'il se querelle avec le PS, c'est sur le nombre des ministres, sur le nombre de PDG des entreprises nationalisées... Pourquoi ? Parce que ce que veulent les dirigeants du PCF c'est instaurer un capitalisme d'Etat du même type que celui qui sévit déjà dans l'URSS des hôpitaux psychiatriques et de la misère. Non avec la gauche ce serait toujours le capitalisme. Nous ne voulons ni de la gestion de la crise par Giscard-Mitterrand, ni du capitalisme d'État du PCF.

Pour en sortir, que propose l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne ?

Que ce soit un gouvernement de droite ou de gauche après mars 78, c'est par nos luttes et seulement par nos luttes que nous pouvons faire aboutir nos revendications. Ces luttes il faut les préparer dès maintenant, en rassemblant les forces du mouvement populaire, en nous organisant.

Nous le savons, après mars 78, quand nous lutterons, les uns nous accuserons de saboter l'économie, les autres tenteront de dénaturer nos revendications et de dévoyer nos actions au profit de leur projet capitaliste. Nous refusons de servir de masse de manœuvre aux affrontements entre les partis bourgeois de droite et de gauche. Ce qu'il faut c'est nous organiser indépendamment de ces partis, c'est jeter les bases d'un large front, capable de faire aboutir nos revendications.

Ce front permettra d'affirmer notre volonté d'en finir avec le système capitaliste, d'avancer vers le socialisme. C'est le socialisme qui permettra d'assurer le plein emploi, d'éliminer l'exploitation et la misère, qui liquidera tous les rapports colonialistes ou néocolonialistes avec le Tiers-Monde, qui assurera une indépendance véritable du pays vis-à-vis des 2 superspuissances USA et URSS qui menacent la paix en raison de leur rivalité acharnée.

Le socialisme que nous voulons, c'est celui où l'immense majorité, c'est-à-dire la classe ouvrière et avec elle les petits paysans et toutes les masses populaires, assurent réellement le pouvoir, la direction de la société.
C'est pour cela que nous vous appelons à soutenir les candidats de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Prolétarienne. Ces candidats bénéficient du soutien unitaire des marxistes-léninistes.

Votez pour les candidats de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Prolétarienne

Dans la 3e circonscription du Calvados

C'est pour rassembler les travailleurs sur ces perspectives, pour engager dès maintenant la construction de ce large front de lutte contre la crise que nous nous présentons à ces élections.

Gérard COUPEY

J'ai 24 ans. Originaire de Deauville, je travaille depuis 1974 comme ouvrier électromécanicien à la SAVIEM Blainville. En tant que militant révolutionnaire, je suis partie prenante de tous les mouvements de lutte dans lesquels les travailleurs de l'usine refusent l'exploitation capitaliste, le prix de la crise qu'on nous impose : il y a quelques années, au cours d'un voyage en Pologne, j'ai rencontré des ouvriers de ce pays qui s'étaient mis en grève à Gdansk contre le faux régime socialiste qui leur impose la misère. Ils avaient affronté la police du régime. Leur témoignage n'a convaincu qu'il fallait en finir avec le capitalisme sous toutes ses formes.
Le socialisme, c'est possible et nécessaire dans notre pays. C'est possible à la seule condition que, nous, travailleurs, nous commencions à nous rassembler partout dans nos entreprises, sur la base de nos propres aspirations à la lutte, dans l'objectif d'une société nouvelle où nous exercerions la direction effective dans tous les domaines de la société.

SUPPLÉANT

Mon suppléant, Richard FARABI, 25 ans, originaire de Deauville également, est agent hospitalier au CHU de Caen. Lui aussi veut être le porte-parole actif des aspirations de ses camarades de travail et aider à ce qu'ils développent leurs propres initiatives pour réaliser leurs aspirations.

Imprimerie IPCC Paris